

CONTRE LA BANALITÉ DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 13 SEPTEMBRE 2024

Rassemblements le samedi 14 septembre 2024, à 14h place de la République à Paris, et partout en France

Le procès de Mazan, où sont jugés une cinquantaine d'hommes pour les viols sous soumission chimique dont ils sont accusés à l'encontre de Gisèle Pelicot pendant 10 ans, est exceptionnel quant à la durée, la méthode en cause et le nombre de prévenus impliqués. Nous saluons le courage dont cette femme a fait preuve en refusant le huis clos afin que puisse émerger un vrai débat de société sur la soumission chimique et pour que le public soit informé pour mieux la combattre.

Cela fait maintenant des décennies que nous alertons sur le manque de prise en compte et de prise en charge auquel les femmes sont trop souvent confrontées et sur la banalisation des différentes violences sexistes et sexuelles, exercées principalement sur les femmes, qui a permis qu'un tel calvaire soit subi par une femme pendant aussi longtemps.

Les violences exercées contre les femmes, et souvent aussi contre des enfants, le sont dans le huis clos conjugal, dans le milieu familial, dans le voisinage et dans de nombreuses institutions. C'est dire que toute la société est concernée et qu'il s'agit bien de violences systémiques. Ce procès est donc, d'une certaine manière, celui de notre société qui a failli, malgré les mobilisations féministes, dans la prévention et le traitement de ces violences.

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) appelle à manifester samedi 14 septembre 2024, à Paris et partout en France, pour exprimer notre solidarité avec Gisèle Pelicot et le refus des violences sexistes et sexuelles. Nous en appelons à une vigilance de l'ensemble des acteurs sociaux, à une reconnaissance pleine et entière de ces violences et à une réponse politique passant notamment par une éducation, de tous les instants, au respect et à l'égalité entre les sexes et les genres.

Enfin, la LDH, qui souhaite une prise de conscience sur la réalité des violences sexistes et sexuelles, rappelle que ce débat de société nécessaire doit s'effectuer dans le respect de la présomption d'innocence et du procès équitable.

LDH

Fondée en 1898

